



## Discours du Premier ministre Jean-Claude Juncker

### Déjeuner-débat à la Maison de l'Europe, Paris

Date: 31.01.2006

Durée: 24 min45 sec

Madame la Présidente,

Monsieur le Président, cher Jacques,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Mesdames et Messieurs, chers amis.

Je n'ai pas l'intention de faire un long discours car cela risque, un, de durer, et deuxièmement vous êtes tous, certains peut être plus que d'autres, des spécialistes de la chose communautaire. Je peux, par conséquent, faire l'économie d'une introduction pédagogique. Enfin, étant donné que vous êtes là et que se trouve parmi nous des éminents spécialistes et praticiens de la chose communautaire, je souhaiterais pouvoir discuter ensemble.

Madame Lalumière n'est pas entièrement dans le vrai lorsqu'elle dit que j'aimerais que l'on me pose des questions car je souhaiterais également obtenir des réponses aux questions que nous nous posons. Par conséquent, je voudrais que notre échange soit vertueux et interactif.

Il est difficile de parler de l'Europe sur un ton léger, étant donné les circonstances actuelles, plutôt affligeantes, sérieuses et désastreuses,. Par conséquent, je ne parlerai pas trop du projet de traité constitutionnel, puisque ces spéculations sur le devenir de l'aventure constitutionnelle risquent de nous mener trop loin pour pouvoir nous mener loin. Ainsi, je resterai assez discret sur cette affaire quitte à répondre aux questions intéressantes, puisque le sujet, néanmoins, m'intéresse.

Il est sage de partir du principe que le projet de traité n'entrera pas en vigueur dans les deux ou trois années à venir. Il faudra donc bien nous poser la question de savoir dans quels domaines, par quels axes, et sur quelles avenues nous devons avancer d'ici à l'entrée en vigueur de ce traité, qu'il soit constitutionnel ou autre, plutôt que de chercher à savoir pourquoi, la France, dans un geste de mauvaise humeur strictement inexplicable, mais bien compréhensible, l'a rejeté.

Ce traité n'était pas vraiment constitutionnel, ce qui m'amène à dire que l'on n'aurait pas dû l'appeler ainsi. En effet, le terme de constitution est une notion de proximité. Nos citoyens entendent par constitution un texte constituant le régulateur des affaires nationales et ils ne sont pas habitués à l'idée qu'un traité voulant avoir une ambition constitutionnelle, puisse dépasser le cadre national en encadrant le comportement des hommes et des gouvernements.

Que faut-il faire maintenant ? Je pense qu'il faut d'abord faire une remarque de méthode, remarque tout particulièrement destinée à la France. Moi, qui aime la France et qui suis au quotidien l'actualité française, je n'ai pas été surpris par les arguments qui y ont été évoqués lors de la campagne référendaire.

On a dit, en France comme ailleurs, mais particulièrement en France, tant de mal de l'Europe et de ses institutions, qu'il ne faut pas paraître surpris lorsque, le jour du scrutin, les électeurs réagissent à ce que leurs dirigeants leurs ont dit pendant des années.

Ce fut à peu près la même chose aux Pays-Bas. D'ailleurs, il m'est plus aisé de parler des Pays-Bas lorsque je suis à Paris que lorsque je suis à La Haye où, là bas, je peux évoquer le cas français avec plus d'intensité. Donc, le gouvernement néerlandais a, pendant des années expliqué aux citoyens qu'ils contribuaient beaucoup trop à l'Union européenne.

Au soir du « non » néerlandais – j'étais alors Président de l'Union européenne – j'ai félicité le Premier Ministre néerlandais pour avoir été entendu par ses concitoyens. C'était une belle victoire pour cette propagande diffusée contre ce qui est essentiel en Europe.

Nous disons beaucoup de mal de l'Europe. De même, nous jugeons les débats et échanges européens ainsi que les prises de décisions communautaires comme constituant, pour les uns une victoire et pour les autres une défaite. A chaque fois que les Premiers ministres et chefs d'États rentrent d'un Conseil européen, ils expliquent à leur opinion publique qu'ils ont gagné parce qu'ils avaient les meilleurs arguments. Et lorsqu'ils perdent, ils ont perdu parce que le raisonnement de ceux qui, cette fois-ci sont victorieux, était défectueux.

Ce n'est pas comme cela qu'il faut présenter le devenir de l'Europe et la prise de décision en Europe. Nous devons expliquer à nos concitoyens, que nous décidons ensemble, et non pas les uns contre les autres. L'Europe est un enjeu, l'Europe n'est pas un jeu. Par conséquent, il faut cesser cette description désastreuse qui veut, qu'après un Conseil, l'Europe soit toujours divisée en deux camps, celui des vaincus et celui des vainqueurs.

Pendant la semaine, nous proférons à l'égard de l'Union européenne, mais surtout de ses institutions centrales, des propos ouvertement agressifs. Nous demandons, par la suite, que, le dimanche, lors de l'expression du suffrage universel, le jour du référendum, l'électeur dise oui à la mariée dont il a entendu dire tant de mal au cours de la semaine. Les gens ne suivent pas avec la célérité requise les variations de température que nous leur infligeons. Il nous faut donc apprendre à parler de l'Europe correctement. Il ne faut pas appeler crise un débat, et il ne faut pas appeler victoire ou défaite une décision une fois prise.

Deuxièmement, nous nous trouvons au milieu d'un débat déclenché par cette pause de réflexion que nous avons initié. La pause se remarque d'ailleurs plus que la réflexion, mais ceci est un autre débat. Nous devons ameubler cette phase de réflexion, non seulement par l'échange d'arguments juridico-constitutionnels, mais également en nous préoccupant d'avantage du contenu de la politique européenne.

Je voudrais donc auparavant que nous réussissions le grand projet que nous avons entrepris et qui aujourd'hui devient chaque jour une réalité plus concrète. Je veux parler de l'Euro.

L'euro est d'ailleurs devenu un exemple significatif permettant de montrer que les Européens ne sont plus fiers de rien. Telle est la principale maladie de l'Europe : nous avons perdu notre fierté en elle. Et pourtant nous avons été capables – ce qui tout de même ne fut pas une petite chose – à garantir la paix en Europe, et ce, depuis la fin de la Deuxième guerre mondiale. En effet, pour la première fois dans l'histoire continentale, l'éternelle phrase d'après-guerre « plus jamais la guerre » s'est transformée, passant par le stade de la prière en un programme politique.

Cette réussite est énorme mais nous n'osons plus en parler parce que nous avons totalement perdu notre détermination à combattre les évidences par d'autres évidences. La paix aujourd'hui apparaît en Europe pour évidente, et non pas le danger de mort permanent auquel elle est soumis. Par conséquent, il est nécessaire de revenir de temps à autre, aux explications fondamentales de la construction européenne.

Nous avons mis en place le marché unique sous l'impulsion de Jacques Delors, le grand marché, comme il disait ; celui-ci reste certes, lacunaire, il connaît ses déficits. Mais, avoir su abolir toutes ces entraves techniques, juridiques, fiscales et autres, qui empêchaient les Européens de commerçer convenablement entre eux, est tout de même une grande réussite.

Et nous avons fait l'euro.

Lorsqu'ensemble avec Jacques Delors, pendant les six premiers mois de 1991 et sous ma présidence, nous avons négocié ce qui allait devenir le traité de Maastricht, rares étaient ceux qui pensaient que nous allions réussir. Et lorsque le traité de Maastricht a été signé le 7 février dans la capitale du Limbourg néerlandais, nous pensions, honnêtement, n'être que 5, au maximum 6, à remplir les critères d'adhésion à la zone monétaire de l'Euro avant le 1er janvier 1999. Aujourd'hui nous sommes 12.

Lorsque j'étais à Washington et que nous parlions de l'euro, les plus hauts responsables des États-Unis se moquaient ouvertement des propos à leurs yeux fanatiques et inconsidérés que je pouvais avoir, quant à la faculté européenne de réaliser la monnaie unique.

Je me rappellerai toujours d'une de mes visites au Président Clinton. Il me demandait de lui parler un peu de l'Europe. Je sortais alors mon grand numéro sur la monnaie unique pour être interrompu quelques deux minutes plus tard. Il voulait en fait que je lui parle de la Turquie.

Même réaction auprès du ministre des Finances américain. Lui qui, comme tous les ministres des Finances, comprend les choses plus vite que les autres – je suis resté ministre des Finances moi-même, je précise cet élément autobiographique pour que vous puissiez saisir la portée exacte de mon propos – m'interrompit également. Me téléphonant tout de même un an plus tard, alors que j'étais de retour à Washington à l'occasion des réunions annuelles de Bretton Woods, il me rappelle notre conversation sur l'euro et m'invite le soir même – un samedi – aux fins de reprendre notre discussion où elle s'était arrêtée. Conscient de l'importance momentanée qui m'était échue, je lui répondis que je n'avais pas le temps. Nous convînmes donc de nous retrouver à la Treasury dimanche matin pour un petit déjeuner. Je me suis alors dit que si le ministre des Finances américain invite celui du Luxembourg à un petit déjeuner un dimanche matin, cela signifiait que les américains avaient, eux, compris ce que les européens ne savaient pas encore, c'est-à-dire que nous allions réussir.

Et pourtant, nous n'avons tiré aucun motif de fierté de cette incroyable réussite que constitue ce partage en commun de la souveraineté monétaire continentale.

De même, nous ne sommes pas fiers de l'élargissement et de la façon dont nous avons su organiser les retrouvailles, comme le disait Jacques Delors, entre la géographie et l'histoire européennes. Aucun motif de fierté, alors que tout aurait pu se passer différemment. Ceux en France et chez nous d'ailleurs, puisque je sors d'une douloureuse campagne référendaire, qui n'ont pas compris l'élargissement, devraient s'imaginer l'état du continent européen, si l'élargissement et l'adhésion ne s'étaient pas fait. On voit plus clairement les mérites et la beauté de l'élargissement lorsque l'on commence à s'imaginer l'Europe sans l'élargissement.

Si nous avions accepté de nous laisser aller à la dérive, que seraient devenus tous ces nouveaux venus, sujets de droit international, qui avaient entre eux de graves problèmes de frontières et de minorités, et qui n'avaient autrefois, aucune conscience de la nécessité plus qu'intergouvernementale d'une chose ? Ces nations ont demandé à rejoindre l'Union européenne au lieu de se vautrer dans des nombrilismes nationaux, auxquels ils auraient pu laisser libre cours. Tout cela a pu être fait d'une main de maître depuis le tout début par ceux qui avaient les plus hautes responsabilités en Europe. Et les Européens n'en sont pas fiers.

Je reviens d'Afrique et plus exactement du Niger et du Mali. Mais qu'elle est belle l'Europe lorsque vous la regardez de loin ! Que nous sommes grands – même nous, les plus petits – lorsque nous nous présentons en tant que représentants de l'Union européenne dans les autres parties du monde ! Comme l'espoir des Africains et de tant d'autres est grand lorsqu'ils tournent les yeux vers l'Europe ! Il ne faut pas croire

que l'Europe n'est qu'un mécanisme d'autosatisfaction européenne. La demande et le besoin d'Europe dans le monde est extrêmement grand, mais malheureusement, nous ne savons pas répondre présent. Nous préférons ignorer ceux, malheureux, qui mettent tout leurs espoirs dans le succès du projet européen, au lieu de prendre à bras ouverts les contraintes et les obligations qui se dégagent, des succès économiques que nous avons su, nous en Europe, et grâce à nos méthodes, accumuler.

Alors, il nous faut d'abord réussir l'euro. Un jour où j'étais avec Christian Sautter et Jacques Delors au sein des instances du Conseil des ministres, donc de l'Ecofin, devenu en plus restreint l'Eurogroupe, nous parlions avec regret de ce sous-développement de l'axe et du pôle économique dans la construction monétaire de l'Europe. Nous avons par la suite formé l'Eurogroupe, instance informelle mais qui aurait été formalisée par le traité constitutionnel s'il avait été ratifié dans de bonnes conditions. Et là, nous apprenons jour après jour que la coordination des politiques économiques ne donnent aucune satisfaction. En raison de cette assez faible coordination des politiques, la plupart des gouvernements, même ceux de la zone Euro, considèrent toujours que les politiques économiques sont d'abord des secteurs relevant de la responsabilité nationale.

L'intérêt commun auquel doivent être soumises les politiques économiques n'est pas perçu avec la même intensité par tous ceux qui sont en fait chargés de coordonner d'avantage les politiques économiques en Europe.

Cela présente un double désavantage malgré les progrès récents qui ont pu être accumulés. Premièrement, la Banque centrale européenne est le véritable maître du jeu des politiques non seulement monétaires, mais également économiques de l'Union européenne. Moi qui, avec d'autres, ai beaucoup œuvré pour le principe de l'indépendance de la Banque centrale européenne, je me rappelle une entrevue avec le directeur du Trésor français - qui par la suite a fait une belle carrière dans les Banques centrales européennes – à qui nous avons dû, en allemand et en français, expliquer les vertus d'une possible indépendance de l'autorité monétaire centrale en Europe. Mais les banquiers centraux apprennent vite ! Enfin, la prédominance est avec la banque.

Deuxièmement, nous sommes incapables de décrire notre projet économique européen au monde extérieur. La planète entière aujourd'hui est incapable de se faire une idée de ce qu'est la politique monétaire européenne. Personne, ni hors d'Europe, ni en Europe n'est capable de dresser le tableau de la politique économique européenne. C'est un sujet sur lequel nous devons travailler.

Enfin, je persiste à croire que nous avons commis des erreurs de pilotage qui furent tout d'abord pernicieuses, puis nous ont conduites au bord de l'échec par la suite. Je veux parler de la dimension sociale de l'Europe. Nous avons commis deux erreurs.

Tout d'abord, nous avons dit, que l'Europe manquait cruellement de dimensions sociales, alors que ce n'est pas vrai. Parce que beaucoup a été fait en matière de politique sociale en Europe. On ne le dit pas assez souvent ou alors insuffisamment. Nous sommes partis du principe qu'il faut commencer par la seule règle de droits du travail que nous avons pu fixer en Europe. Nous avons ainsi posé le principe que le

contrat de travail doit être fait par écrit et ce, partout en Europe. Ce n'était pas le cas dans la moitié des États membres de l'Union européenne, créant donc, une absence totale de sécurité juridique.

De même, toutes les politiques nationales qui ont été conduites en matière de discrimination et d'égalité, ont pour source, et pour source exclusive, le droit posé par l'Union européenne. Tout ce qui a été fait dans nos pays et surtout dans les nouveaux États membres, qui, eux, ont dû prendre fait et cause pour l'acquis communautaire en matière de santé et de sécurité au travail, a été fait dans le cadre de la dimension sociale du marché intérieur, lors de la deuxième moitié des années 80 sous l'impulsion, là encore, de Jacques Delors.

Tous les nouveaux États membres qui ont dû reprendre ces règles dans leur dispositif normatif national, n'auraient jamais connu un développement aussi intense en matière de sécurité et de santé au travail, si l'Union européenne n'avait pas agi dans le domaine social. Nous avons dit que nous n'avions rien fait, mais beaucoup a été fait.

Deuxièmement, il y a d'énormes déficits qui persistent. Et nous donnons l'impression, tant la Commission que le Conseil, que l'Europe des travailleurs n'est pas un souci que nous pouvons ou devons avoir. L'impression ambiante et généralisée dans le monde du travail est que l'aventure européenne est devenue une manifestation qui n'a pas comme centre d'intérêt le bien-être de ceux qui sont au travail, ces derniers constituant pourtant la plus grande partie de la population en Europe. Et cette vieille idée, si souvent caressée mais jamais mise en application, consistant à doter l'Europe d'un socle de droits sociaux minimaux, doit être reprise à tout prix afin de redonner l'impression au monde du travail, que ses soucis, ses préoccupations, ses angoisses, ses inquiétudes nous intéressent au premier chef.

Troisièmement, nous donnons souvent l'impression que l'Europe est sensée nous protéger, et nous nous étonnons souvent lorsque l'Europe est incapable de le faire. J'ai assisté hier à un débat au parlement luxembourgeois, où je devais faire un discours sur l'OPA de Mittal sur Arcelor, dont j'avais pris connaissance le matin même. Il est tout de même attendrissant de voir les représentants de tous les groupes parlementaires énoncer d'une même voix que l'Europe doit régler cette affaire.

Oui, je crois aussi que l'Europe, dont la politique industrielle est, à mes yeux, défectueuse, doit s'occuper de ces problèmes. Mais elle doit le faire dans le cadre strict des réglementations et des traités qui sont les siens. On ne peut donc pas trop attendre d'une Europe à laquelle on n'a pas donné les moyens d'agir plus solidement. Sur les cinq groupes parlementaires, les cinq présidents des groupes parlementaires ont déclaré que l'Europe doit empêcher que cela se passe, car sinon, le cas échéant, l'Europe apparaîtrait comme n'ayant pas été capable de résoudre ce problème. Mais il faut préciser que la solution incombe en réalité, et dans le cas présent, tout d'abord aux actionnaires, puis aux gouvernements qui sont actionnaires, c'est-à-dire au seul gouvernement luxembourgeois pour le reste.

Donc, susciter des attentes au niveau européen est une autre erreur que nous ne cessons de répéter. Comme nous sommes devenus, très souvent par notre propre

volonté, impuissants au niveau national en tant qu'Etat, nous nous adressons à une Europe que nous n'avons pas armée pour prendre le relais des États membres.

Quatrièmement, je crois que nous devons essayer de faire à nouveau rêver les européens d'Europe. Lorsque les français ont dit « non » le 29 mai dernier, de Bruxelles, je disais aux européens que l'Europe ne fait plus rêver. Je crois que c'est un énorme problème. Personnellement, je suis à priori totalement opposé à tout ce qui est irrationnel. Néanmoins, j'aime ma femme, ce qui est totalement irrationnel, et je ne saurais vous expliquer pourquoi. Si un jour vous parvenez à expliquer pourquoi vous aimez, vous pouvez être sûr et certain que le jour précédent vous avez cessé d'aimer. Ca ne s'explique pas.

Il y a dans la relation intime qui s'est créée entre les Européens et l'Union européenne – cette dernière devant devenir leur Union européenne - un élément irrationnel que nous n'alimentons pas et que nous ne nourrissons pas. Il faut le faire. Et il faut rendre les Européens fiers de l'Europe. Il faut les ramener vers un sentiment d'amour de l'Europe. Et il faut l'expliquer aux Européens qui le demandent. Je crois que l'Europe doit non seulement avoir des projets pour elle-même mais aussi des projets pour le monde. Plus vous voyagez, plus vous vous rendez compte que des demandes d'Europe existent ailleurs sur tous les continents. Et notamment en Afrique d'où je reviens.

Il est tout de même incroyable que nous ayons été à même d'éradiquer l'esclavage au 19<sup>ème</sup> siècle parce qu'on le voulait, et que nous abandonnions totalement, en cette première moitié du 21<sup>ème</sup> siècle, cette ambition élémentaire, essentielle, vitale qui consisterait à faire de l'Europe l'un des moteurs de l'éradication de la pauvreté dans le monde.

Vous savez, cela permettrait aux Européens de rêver de cette Europe généreuse et égoïste en même temps, puisque les politiques de coopération ne sont pas caritatives mais sont réciproques. Cela permettrait aux Européens de tomber amoureux de cette Europe qui offre au monde un certain nombre de règles dont elle-même a su expérimenter la justification, et cela permettrait aux autres de nous voir non seulement avec espoir mais aussi avec le sentiment que l'Europe est là lorsque le monde s'adresse à elle.

J'aspire à tout cela ainsi qu'à 36.000 autres choses. Il ne faudra jamais perdre ni la confiance, ni la détermination nécessaires à cette ambition car c'est cette patience et cette détermination qui sont le propre des grandes ambitions et des longs trajets.

Merci

SIP/03.02.2006